

La remontée des Alliés vers Grenoble et Lyon après le débarquement de Provence



LYON 1940-1944 « CAPITALE DE LA RÉSISTANCE »

La Résistance a mené une double lutte. Patriotique en vue de libérer le territoire national. Idéologique en vue de rétablir, dans notre pays, la dignité de l'homme.

La Résistance va s'opposer aux conditions de l'armistice, entré en vigueur le 26 juin 1940. Le marqueur historique de l'entrée en Résistance et du maintien de notre pays dans le cercle allié s'opposant au nazisme est l'appel par le général **de Gaulle** du 18 juin 1940.

La Résistance, aussi bien à l'extérieur, qu'à l'intérieur, sera progressive car faisant appel au volontariat. Pour la Résistance intérieure les volontaires sachant que leurs choix en cas d'arrestation pour eux comme pour ceux qui les auraient aidés dans leurs actions, les privent de la protection des lois de la guerre.

L'acceptation de la capitulation de la France par **Pétain**, comme le vote forfaiture du 10 juillet 1940, où Vichy terrasse la République, et l'acceptation par l'Etat Français d'une politique de collaboration avec l'Allemagne, sont des déclencheurs d'opposition entraînant l'apparition de graffitis hostiles à Vichy comme à nos vainqueurs. Mais aussi l'apparition de tracts et d'affichettes. S'y ajoutent des manifestations célébrant des événements historiques. Et de ce foisonnement, à Lyon, naît et se développe une presse clandestine d'une extrême importance, se répandant dans la zone libre et progressivement bien au-delà.

POURQUOI L'ÉCLOSION DE CET OUTIL D'OPPOSITION APPELANT AU REFUS ET A LA RÉSISTANCE A LYON ?

L'explication est complexe, mêlant la position géographique de la ville en zone libre, l'étendue de la région dont historiquement elle est le moteur et l'importance d'une population bénéficiant de l'afflux de personnalités de toutes compétences et de toutes responsabilités venant de zone occupée. De cette presse clandestine lyonnaise, vont émerger trois journaux : « Combat », « Libération » et « Franc-Tireur » dirigés, respectivement, par **Henri Fresnay** et **François de Menthon**, **Emmanuel d'Astier de la Vigerie** et **Jean-Pierre Levy**. Et, de ces trois journaux, naissent les trois principaux mouvements de Résistance de la zone Sud. Mouvements passant de la propagande à l'action. Action qui, évidemment, change de nature dans son organisation, comme dans ses objectifs lorsque le 11 novembre 1942, après le débarquement allié du 8 novembre en Afrique du Nord, les allemands occupent la zone libre.



Tract édité par Londres et reprenant des « unes » des trois journaux de la presse clandestine lyonnaise

Désormais la Résistance lyonnaise, qui va se regrouper, doit non seulement faire face à la politique de Vichy, mais très directement à celle de l'occupant.

L'approvisionnement de la population comme sur tout le territoire national, se ressent du développement soutenu du pillage de nos productions agricoles, industrielles minières à l'avantage de l'effort de guerre allemand. A ces restrictions s'ajoutent diverses phases d'une politique de répression qui, à Lyon, va être très durement appliquée. La Gestapo affirme sa puissance

d'autant qu'en France, depuis juin 1942, elle n'est plus sous les ordres de la Wehrmacht. Le général SS **Karl Oberg**, qui la dirige, ne rend compte qu'à **Heinrich Himmler**. A Lyon, c'est le docteur **Werner Knab** (ayant sévi à l'Est) qui va la diriger et avoir compétence, depuis son quartier général à l'hôtel Terminus, sur une région comprenant les départements du Rhône, de la Savoie, de la Haute Savoie, de la Loire, de l'Isère et de la Drome. Territoires où la Résistance est nombreuse et agissante. Ses sections prennent possession de l'Ecole Militaire de Santé, avenue Berthelot. La section IV, chargée « de la lutte contre les ennemis de l'Etat et de la répression contra la Résistance » est confiée à **Klaus Barbie**.

Du fait de sa grande indépendance, la Gestapo lyonnaise va agir à sa guise, aidée tant par la Milice de **Joseph Darnand** que par le Parti Populaire Français de **Jacques Doriot**. A partir de fin 1943, l'aide de **Darnand** est d'autant plus essentielle qu'à ce moment-là, il a reçu, de **Pierre Laval**, en plus de la Milice et de la Franc Garde, le commandement des G.M.R, de toutes les polices, de la gendarmerie et de toutes les prisons.

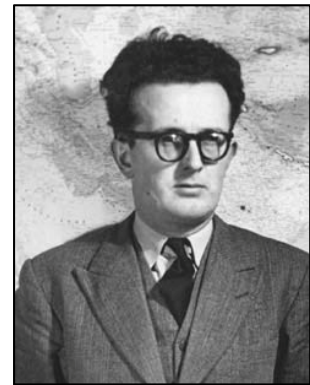


En outre autorité lui a été donnée pour créer des cours martiales-milice. C'est ainsi qu'à Lyon, **Darnand** crée une cour martiale qui va siéger à la prison Saint Paul. Les juges sont des miliciens qui siègent visages dissimulés. Leurs jugements sont sans appel. A Lyon, ils vont prononcer 44 condamnations à mort immédiatement exécutées par les GMR. Parmi les condamnés, **Jean Colonna** (*ci-contre à gauche*), **Edouard Girard** (*à droite*) et **Paul Durand** ayant participé à l'exécution d'**Ernest Jourdan**, chef milicien de l'Isère.

A Lyon, la Milice comptera jusqu'à 700 membres sous le commandement de **Joseph Lecussan**, chef régional, et **Robert Mathès**, chef départemental. A l'exécution de ce dernier par la Résistance, succédera l'exécrable tortionnaire **Maurice Cottaz Corbier**.

A Lyon, tant **Knab** que **Barbie** sont en relation étroite avec la Milice qui, notamment, se charge de l'assassinat de **Victor Basch** et de sa femme. Mais ils sont aussi aidés, venus du PPF de **Doriot**, par **Francis André** et sa bande de 60 hommes. Ces derniers opèrent soit en s'intégrant à la section IV de **Barbie** pour des arrestations, des exécutions ou des actions contre les maquis, soit en se chargeant d'assassinats ponctuels tels ceux du docteur **Lang** ou d'**Antonin Jutard**.

A l'importance de ces dispositifs de répression où la torture se banalise dans toute son horreur, la Résistance fait face, se structure et se développe, glissant de la Résistance civile à une action armée. Déjà, en octobre 1941, le général **de Gaulle** avait envoyé, à Lyon, **Yvon Morandat** (*ci-contre*), bien connu dans les milieux syndicalistes chrétiens, pour rallier les syndicats à la France Libre. Le général **de Gaulle** avait précisé à **Yvon Morandat** qu'une fois sa mission accomplie, un « *homme de poids suivrait* » **Morandat**, pendant un an, rencontre les responsables de la Résistance à Lyon et dans la zone libre, et emporte, en novembre 1942, à Londres, l'accord d'**Emmanuel d'Astier de la Vigerie** de Libération, et des syndicats pour recevoir « *l'homme de poids* » promis par le général **de Gaulle**. Cet homme exceptionnel sera **Jean Moulin** qui, après d'incessants voyages et réunions à travers toute la France au cours de l'hiver 42-43, aboutira à l'unification de la Résistance le 27 Mai 1943 par la création du Conseil National de la Résistance à Paris au 48 rue du Four. A cette réunion assistent huit représentants des principaux mouvements de Résistance, deux représentants d'organisations syndicales et six envoyés des partis politiques. Le 9 juin, l'arrestation du général **Delestraint**, chef de l'Armée Secrète, impose une réorganisation de cette force d'action. Elle est prévue, le 21 suivant à Caluire. Et c'est l'arrestation et la mort de **Jean Moulin**.



QUE DIRE DE L'ARMEMENT DE LA RÉSISTANCE PENDANT CETTE TRES DIFFICILE ANNÉE 1943 ET APRES LE DÉBARQUEMENT DU 6 JUIN 1944 OU ELLE A PU, DANS L'ENSEMBLE, APPLIQUER LES PLANS DE SABOTAGE PRÉVUS, ET, AUSSI, FREINER LE DÉPLACEMENT DES FORCES ALLEMANDES DU SUD DE LA FRANCE VERS LA NORMANDIE ?

La Résistance a des explosifs, des armes légères, des fusils mitrailleurs, des mitrailleuses, des bazookas mais, à part trois canons automatiques de DCA de 25mm (prélevés, avec leurs munitions au camp de Chambaran, par le 11^e Cuir de Narcisse Geyer, puis transportés au Vercors), elle ne dispose d'aucun canon anti-char, ni d'aucune mitrailleuse lourde. La Résistance ne peut donc conduire que des actions de sabotage et de guérilla.



Les résistants de Lyon, en juin/juillet/août 1944, sont évidemment dans cette situation, ce qui amène **Alban Vistel** (*ci-contre*), commandant militaire de la zone I (composée des départements de l'Ain, de l'Ardèche, de la Drôme, de l'Isère, du Jura, du Rhône, de la Loire, de la Saône et Loire, de la Savoie et de la Haute Savoie), à décider que toutes les forces armées de la Résistance de cette zone se tiennent hors des agglomérations, se fragmentent en unités légères et mobiles et ne conduisent que des actions de guérilla. Cette organisation va porter ses fruits. En effet c'est, déjà, grâce aux attaques des maquis des zones II et I, auxquels il faut ajouter la destruction d'une division blindée allemande au nord de Montélimar par l'aviation et l'artillerie alliées, que les troupes débarquées en Provence, dont la 1^{ère} Division Française Libre, atteignent Grenoble en 8 jours (et non à J+90 comme prévu par le commandement militaire), et Lyon en 17 jours (et non à J+90) ! (voir page 240)

Au contact, partout, avec les forces de Résistance, c'est une Wehrmacht amoindrie qui, à partir du 28 août, traverse Lyon avec une arrière garde où des soldats fatigués sont, soit sur des charrettes tirées par des chevaux, soit sur des vélos. Cette troupe en repli prend la direction Bourg/Belfort ou l'axe Rhône-Saône. Harcelée par les maquis venus de toute la zone I, ses chars vont parfois, laisser des traces sanglantes. C'est ainsi que le bataillon Chambaran du commandant **Mariotte** perdra, le 28 août, 7 hommes à Saint Bonnet de Mure. Aidé par la 1^{ère} Division Française Libre (D.F.L), ce bataillon entrera, le 2 septembre, dans Lyon où, le 14 suivant, il rendra les honneurs au général **de Gaulle**, place des Terreaux. Ce dernier décorera le fanion du bataillon ainsi que son commandant et **Marie Jeanne** (*ci-contre, droite*). Le bataillon Chambaran sera ensuite intégré à la 1^{ère} DFL. Le 8 mai 1945, cette unité venue du secteur 3 de l'Isère comptera, depuis son entrée en résistance en mai 1944, 65 morts.



Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, Il n'y a plus, à Lyon, aucune troupe allemande, ni d'ailleurs de Gestapo ou de miliciens (ceux-ci se repliant, avec leurs familles, sur Nancy). Ne restent sur place que des unités de sapeurs allemands qui vont faire sauter 22 ponts sur 24, tant sur le Rhône que sur la Saône.

Le bataillon Chambaran, sur les marches de l'Hôtel de Ville, attendant l'arrivée du général de Gaulle. (sous XX, Paul Burlet)



C'est le 3 septembre, qu'en concertation avec les forces alliées, toutes les forces de la Résistance cernant Lyon, libèrent la ville.

Ne restent intacts que le pont de Belgique et le pont de L'Homme de la Roche. A cette « paire », s'ajoutera le pont de la Guillotière, que les hommes du Génie américain, dans la nuit du 3 au 4 septembre, pourront « coiffer » d'un pont Bailey, long de 30 mètres et supportant des véhicules jusqu'à 30 tonnes (*ci-dessous*). **Alban Vistel** s'installe à la Préfecture et **Yves Farge** à l'Hôtel de Ville, d'où il proclame « *le rétablissement des institutions républicaines* »

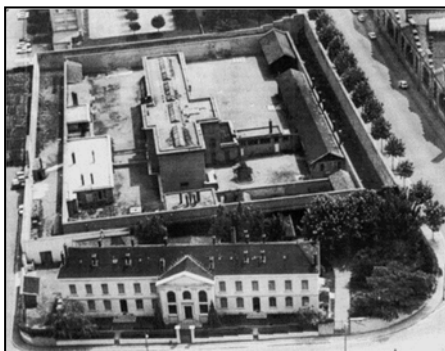
LA « SOUFFRANCE LYONNAISE »

Avant de connaître les heures enivrantes de la Libération, les lyonnais ont dû traverser bien des épreuves. L'occupation des nazis, aidés de leurs complices français, a entraîné nombre de conséquences matérielles et humaines. C'est en 1944 qu'ont été provoquées les plus grandes destructions et que la répression a été la plus inhumaine.

A la destruction de 22 ponts et aux dégâts subis par les immeubles avoisinants, s'ajoute la conséquence des bombardements avec l'incendie des gares de Perrache, des Brotteaux, de la Guillotière, de la caserne de la Part-Dieu, des magasins généraux ainsi que de nombreuses spoliations et des pillages. Mais c'est la répression de la Résistance qui, par sa violence, a été la plus meurtrière.



Malgré cela la Résistance a pu continuer à publier son importante presse clandestine, à maintenir, en dépit des arrestations, l'activité de ses mouvements, de ses services tel celui de parachutage et d'atterrissage pour la zone Sud qui, à l'égal du B.O.A pour la zone Nord et Ouest, a, jusqu'à la Libération, irrité au plus haut point l'occupant, tant S.A.P et B.O.A étaient synonymes de liberté de circulation du courrier et des personnes comme d'approvisionnement en armes et munitions de la Résistance par parachutages. Ce qu'évidemment les allemands ne pouvaient supporter.



Avant le 11 novembre 1942, Vichy détient les résistants arrêtés à la prison Saint Paul. C'est là que, condamné à mort par la section spéciale de la Cour d'Appel, sera guillotiné, le 3 novembre 1943, **Eugène Bertrand**, ancien élève de l'Orphelinat de la Côte St André (Isère), établissement abritant nombre d'orphelins de guerre et d'où tant de résistants ont émergés.

Après le 11 novembre, les allemands et leurs complices incarcérèrent au fort Montluc (*ci-contre*) les résistants appréhendés. Mais c'est à Saint Paul que se tiennent les sessions de la cour martiale de la Milice et où 44 condamnés sont fusillés. Montluc n'est pas une prison où on purge une peine. C'est une étape que l'on ne quitte que pour la torture, la déportation ou l'exécution. **Emile Terroine** a décrit avec émotion les appels matinaux « avec

ou sans bagages ». Pour certains, c'est le transport dans les environs du fort de la Duchère où, en pleine campagne, a lieu l'exécution. Pour d'autres, c'est le départ, via Compiègne, pour la déportation. Pour d'autres, enfin, c'est le transfert à l'Ecole Militaire de Santé pour interrogatoires où, si la torture est décidée, elle se « pratique » dans les caves avec une « préférence » pour le supplice de la baignoire. Après le bombardement de l'avenue Berthelot, les interrogatoires seront transférés au 35, place Bellecour.

Une plaque rapporte que ce sont 15.000 hommes, femmes et enfants qui furent internés à Montluc. Après recoupements il semble qu'il faut plutôt retenir une fourchette de 8 à 10.000 Résistants internés à Montluc, de novembre 1942 à août 1944.

Le chiffre des déportés du Rhône est plus précis. Sur 2.479, 1.610 sont rentrés et 879 sont morts. Pour les fusillés, outre les 44+1 (**Eugène Bertrand**, le « guillotiné ») de Saint Paul, il faut ajouter 77 personnes qui, de novembre 1943 à juin 1944, ont été condamnées et exécutées, par le tribunal militaire allemand.

Quant à l'exécution sans jugement par la Gestapo ou du nombre de prisonniers torturés, on ne dispose d'aucunes statistiques, tous les documents ayant été détruits.

On connaît, par contre, les massacres commis par la Gestapo et leurs aides.

- 27 juillet 1944. Place Bellecour : 5 personnes.
- 21 avril au 10 août 1944, dans 26 endroits de la campagne lyonnaise : 351 personnes.
- 15 août 1944. Bron : 70 personnes.
- 21 août 1944. Bron : 45 personnes.
- Mais le plus monstrueux massacre va toucher, le 20 août 1944, 120 personnes choisies apparemment au hasard à Montluc. Est-ce que la Gestapo a voulu, par ce massacre, terroriser les lyonnais suivant en cela l'ordre écrit de **Keitel** ordonnant des massacres tout en ajoutant la nécessité de dissimuler les sépultures ?

Quoi qu'il en soit ce sont 120 personnes (dont quelques femmes) qui vont être conduites hors le village de Saint Genis Laval, dans une maison de gardien vide d'occupants, près du fort de la Côte de Lorette. Toutes vont être exécutées par armes à feu. Sur les corps sont répandus du pétrole, de l'essence du phosphore Et la maison flambe. C'est la Spéciale Division, comportant des français, dont l'équipe de **Max Payot**, qui a assuré les exécutions. Après l'incendie, en 14 explosions, c'est le SS Polizei Regiment 19, commandé par le colonel **Hubert Koelbinger**, parent de Himmler, qui se charge de pulvériser la maison et les corps. L'explosion est d'une telle violence qu'à 300 mètres à la ronde, les toits sont couverts de débris humains. En cette journée du 20 août, l'horreur absolue vient d'être perpétrée. La population, les autorités se déplacent. Le cardinal **Gerlier** arrive sur les lieux et adresse à **Knap** une lettre traduisant l'indignation des lyonnais.

L'avocat général **Thomas**, malgré la destruction des archives allemandes, a pu dresser une carte « *de la souffrance lyonnaise* ». Il estime à 2.816 le nombre de victimes civiles et militaires et de 1.000 à 1.200 les victimes non identifiées. Quant à l'action de la Résistance, pendant l'Occupation, contre les collaborateurs, dont les miliciens, elle a mené 207 attentats allant de l'intimidation à l'exécution. Par bombe ou par armes à feu.

Au titre de l'épuration l'avocat général **Thomas** estime à moins de 5.000 le nombre de personnes ayant dû rendre des comptes à la justice. 268 condamnations à mort ont été prononcées. 64 ont été exécutées.

Tout comme Grenoble a été la capitale des Maquis et des Corps Francs, le général **de Gaulle** a attribué le titre de « Capitale de la Résistance » à Lyon.

GRENOBLE A ÉTÉ FAITE COMPAGNON DE LA LIBÉRATION. LYON AURAIT MÉRITÉ LE MEME HONNEUR.

Sources :

- « Résistance et Contre Résistance à Lyon » - Marcel Ruby - Préface de Jean Jacques de Bresson - Ed. Horvath 1979
- « Journal de Marche du bataillon Chambarand »* - Pierre Deveaux – Ed. PUG - 1987
- « L'Echo de la Bièvre et des Chambarand »* - Journal - 1945
- « Pour l'amour de la France » Drôme-Vercors 1940-44 – Ed. Peuple Libre - 1989
- « Dictionnaire d'Histoire de France » – Ed. Perrin – 1981

* « *Chambaran* » a eu, au cours des années, de nombreuses orthographes. Ainsi, venait-on du « *Chambarand* » ou allait-on aux « *Chanbarands* ». Le « d » final devenait, parfois, un « t ». Pour régler ce problème, l'Amicale des Anciens du Maquis de ce lieu a décidé de retenir, à titre définitif, l'orthographe « *Chambaran* » ; Source : « L'Histoire à petite traces » de Paul Burlet - 2001